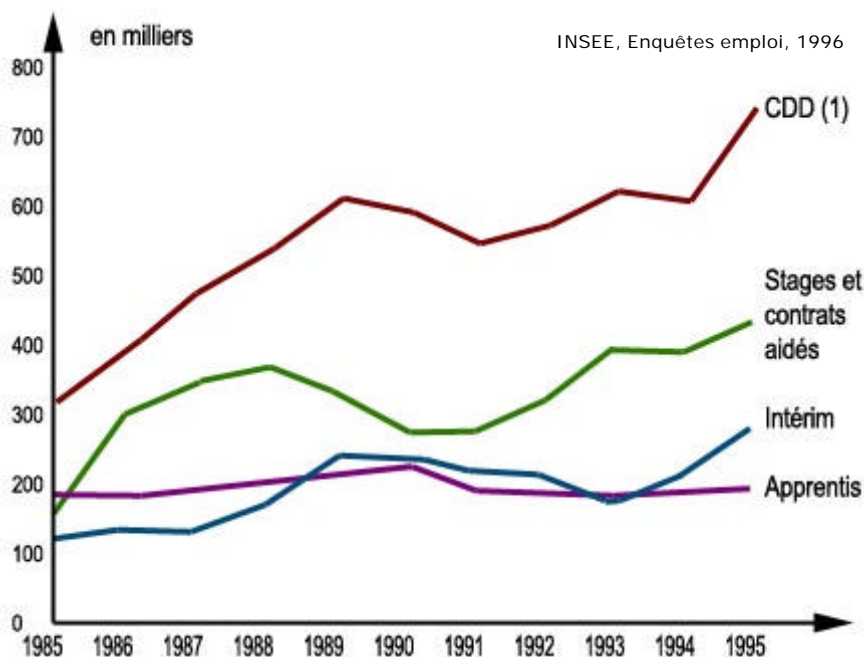


La flexibilité du travail peut-elle permettre de lutter efficacement contre le chômage ?

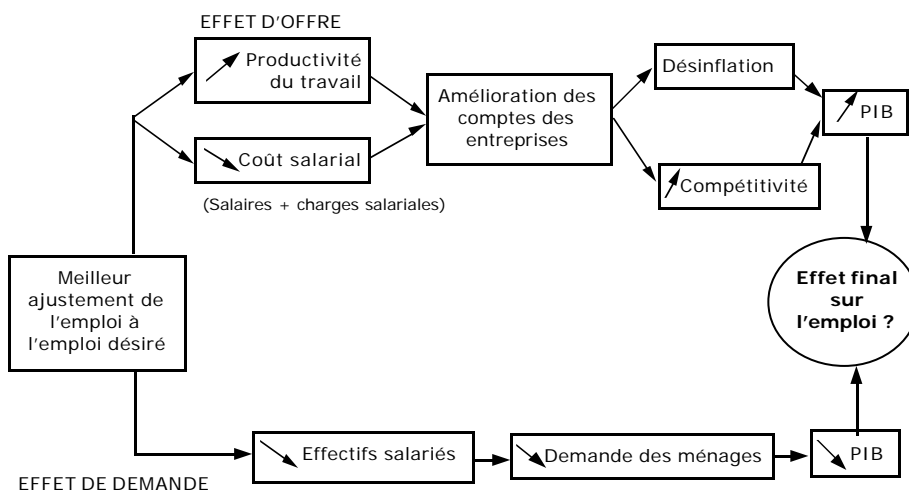
Document 1 - Emploi et chômage (source : OCDE)

	Emplois (millions)		Nombre de chômeurs (millions)		Taux de chô- mage (en % de la po- pulation active)	
	1985	1995	1985	1995	1985	1995
États-Unis	107	124,9	10,7	7,4	7,1	5,5
Japon	58,1	64,6	1,6	2,1	2,6	3,1
Union Euro- péenne	132	142,2	14,5	18,1	10,5	11
Dont Allema- gne	26	35,8	2,3	3,2	7,1	8,2
France	21,1	22	2	3	10,2	11,6
Royaume-Uni	24,2	25,5	3	2,3	11,2	8,7
Ensemble des pays capitalis- tes industrialis- és	339	382	30,5	32	7,8	7,5

Document 2 - Les formes d'emploi particulières de 1985 à 1995 en France



Document 3 - Flexibilité de l'emploi et "bouclages macro-économiques"



Document 4

Un accroissement de la flexibilité du temps de travail, à court terme et sur toute la durée de la vie, dans le cadre de contrats conclus entre employeurs et travailleurs, entraînerait une progression de l'emploi. Un élément important de ce processus consisterait à favoriser le développement du travail à temps partiel volontaire (...).

Les coûts de main-d'œuvre non salariaux, cotisations de sécurité sociale à la charge des employeurs, rémunération des heures non ouvrées, etc., qui créent un écart entre ce que les employeurs doivent payer pour engager un travailleur et la valeur de sa production, représentent une part importante des coûts de main-d'œuvre totaux dans beaucoup de pays depuis une vingtaine d'années. Lorsque les mouvements des salariés ne compensent pas cet alourdissement des coûts de main-d'œuvre non salariaux, le chômage s'aggrave. Aussi faut-il, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, mettre en œuvre des politiques propres à accroître la flexibilité des salariés et réduire les coûts de main-d'œuvre non salariaux.

Étude de l'OCDE sur l'emploi, 1994.

Document 5

Mais l'argument essentiel consiste à remarquer que les stratégies visant à atténuer les contraintes juridiques du contrat de travail n'ont pas produit les résultats attendus en matière de création d'emplois. Des comparaisons internationales montrent que ce ne sont pas les pays caractérisés par les salaires les plus bas et/ou les plus concurrentiels qui ont accru leurs parts de marché à l'échelle internationale.

L'exemple des États-Unis est éclairant : l'abandon des politiques de hauts salaires et d'emplois stables est allée de pair avec un ralentissement durable de la productivité, car les facilités d'une flexibilité défensive (lutte contre l'établissement de syndicats, émigration des entreprises vers les États les plus permissifs en matière de pouvoir patronal...) l'ont emporté sur la pression à l'innovation que constituerait de hauts salaires dont la croissance est programmée sur le moyen terme.

R. BOYER, L'après-fordisme, Syros, 1993.

Document 6

[...] Les contrats précaires sont ainsi devenus un outil banalisé de gestion de la main-d'œuvre, un des moyens majeurs de cette "flexibilité externe" jugée indispensable par le patronat, qui permet d'assurer l'ajustement immédiat entre le niveau des effectifs et celui de l'activité économique. On applique ainsi à la main-d'œuvre la même notion de flux tendus qu'aux autres consommations intermédiaires de l'entreprise : le recrutement est fait en fonction des besoins à court terme, notamment dans le secteur du bâtiment.

Les contrats précaires sont aussi un moyen peu coûteux de sélection à l'embauche. Si l'intérim, plus d'ailleurs que le CDD, peut apparaître comme un "sas", une des voies de l'intégration professionnelle, il est aussi une façon de tourner la loi, en pratiquant, en particulier pour les jeunes, une "superpériode" de sélection à l'embauche à un moment où le gouvernement entend lutter contre toutes les formes d'exclusion, il est bon de lui rappeler qu'intérim et CDD sont sources de précarité également pour l'ensemble de la vie quotidienne : sans revenu stable, pas de crédit, ni de logement... Le gouvernement se retranche aujourd'hui derrière l'accord des partenaires sociaux pour justifier son texte. Un tel respect serait plus honorable si le rapport de forces entre patronat et syndicats était moins favorable au premier.

Philippe FRÉMEAUX et Michel RICOCHON, Alternatives économiques, août 1990.